



Françoise Roche
Secrétaire générale

5, rue Clisson 75013 PARIS 0684572075 / T F 0153940753
FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr

COMMUNIQUE

Grève et manif contre quoi ?

Le SNCA e.i.L. Convergence l'a dit : chaque fois que l'institution scolaire est en jeu, il a appelé ses adhérents et ses sympathisants à se joindre aux mobilisations. Aujourd'hui, la colère des profs du secondaire était plutôt dirigée contre les massives suppressions de postes et les modalités de recrutement des nouveaux collègues.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne se désolidarise pas de ces protestations qui dénoncent, même si la plupart des organisations syndicales qui cherchent à mobiliser la profession ne le disent pas explicitement, **une politique du tout libéral anti-républicain**.

Il y a une quinzaine d'années, AUTREMENT POUR LA FSU, d'où est sorti le SNCA e.i.L. Convergence, avait, dans son bulletin, attiré l'attention sur la situation de l'Ecole publique en GRECE : des demi-journées scolaires complétées par un tutorat insuffisant en nombre et en efficacité, et, surtout, par le recours à des officines privées de bachotage aux tarifs dissuasifs pour la grande majorité des familles. A l'époque, la FSU et le SNES ne s'étaient même pas gaussés des mises en garde d'AUTREMENT : ils les avaient ignorées ...

Chacun sait où en est réduite la GRECE aujourd'hui : son service public d'Education tel qu'il fonctionnait alors s'induisait de politiques publiques asservies aux intérêts du capitalisme et des petites mais puissantes classes sociales qui en bénéficient.

En France, c'est aujourd'hui la même chose. La RGPP, qui n'est pas une élucubration de la droite, mâtinée de gauche d'ouverture, actuellement au pouvoir, mais vient de loin et surtout de l'adhésion de **toute** la caste politique et syndicale ayant pignon sur rue, à l'idéologie libérale, *i.e.* capitaliste, est mise en musique par le duo SARKOZY-FILLON afin de **faire de la pénurie l'axe du « développement durable »*** ! Le malthusianisme de la mondialisation (ou globalisation pour les puristes) est, avec la politique scolaire et universitaire du gouvernement français, en train de faire ses TP** !

Mais il fait aussi la preuve de sa bêtise, car les faits, comme les évènements en histoire, sont têtus ...

Supprimer des dizaines de milliers de postes, n'empêche pas les élèves d'être là, stagnation démographique ou pas. Il faut donc, en plus des heures sup. imposées aux titulaires***, recruter des « emplois aidés » (l'emploi d'avenir pour le pouvoir central comme pour les régions ...), c'est-à-dire non qualifiés et pour la plupart, en dépit des bonnes volontés individuelles, totalement inopérants. Et pour compléter cet emplâtre sur une jambe de bois, il est à parier que l'appel aux étudiants et aux retraités (rayés des cadres, pour employer l'élégante expression en usage dans la Fonction Publique) n'aura pas plus d'effet.

Certains responsables des grandes organisations appelant à la journée du 12 mars ont déploré que **les slogans n'aient pas assez mis en cause la réforme du lycée de CHATEL**. Mais ce ministre aux deux casquettes qui semble privilégier le bagout – et c'est un as ! – qu'exige l'une d'elle plutôt que l'attention à la formation des futurs citoyens qu'implique la

seconde, pratique en matière éducative la « démocratie participative » : il laisse aux inspections le soin d'aller glaner dans les collèges et les lycées quelques bonnes – rares- ou mauvaises – surabondantes et plutôt cocasses que mauvaises- idées de mise en pratique de quelques « principes » : options en seconde pour tester le goût et les aptitudes des élèves (mais pour tester ce qui mène à la voie technologique, tintin : personne ne sait encore - même pas le ministre ?- si elle subsistera, et, en cas de sa survivance, quel type de bac elle préparera), ouverture plus large aux pratiques culturelles, orientation remise aux mains des profs, et autres bonnes intentions dont on dit que l'Enfer est pavé.

Il y a pourtant dans le remue-ménage gouvernemental autour du collège et du lycée des certitudes :

- 1/ le collège « unique », cette iniquité chère au SNES, a encore de beaux jours devant lui, en dépit (ou à cause) des dégâts qu'il sème depuis des décennies sur les générations successives de collégiens ;
- 2/ les ghettos des lycées d'excellence satisferont les catégories socio-culturelles supérieures qui trouvent bon que le service public soit d'abord à leur service ! Et ces places fortes des nantis se construiront sur l'alibi du mérite républicain.

Donc pas grand-chose de changé sinon la continuation et l'accentuation des inégalités générées par un système éducatif de moins en moins soucieux des missions que lui avait données la République et de moins en moins démocratique comme le montre clairement la suppression de l'enseignement de l'histoire en Terminale scientifique.

Rassurons nous : les « remédiations » à ce fonctionnement inégalitaire sont déjà toutes prêtes ! Combien d'associations plus ou moins financées, soutenues, encensées par les collectivités territoriales, en particulier les Régions, sont-elles aux aguets pour récupérer les laissés pour compte ? Gageons qu'il y en a des centaines, sinon des milliers, qui sur **les échecs programmés, volontairement programmés, de l'Ecole de la République**, vont se livrer à leur jeu favori : **édifier les communautarismes fauteurs de guerre civile pour mieux venir à bout de la démocratie et de la République.**

Les « réformes » sarkoziennes, c'est aussi cela : **livrer une lutte de classe sans merci contre la majorité du Peuple, citoyens et travailleurs**, en détruisant ce qui est le rempart de sa liberté et de ses droits, le gage de son émancipation : l'Ecole, et en empêchant l'avènement de la République sociale.

Ces « réformes » de détrousseurs ont des « souteneurs » : toujours les mêmes « experts » en conseil qui de gouvernement en gouvernement distillent leurs lubies qui vouent à l'échec tout nouveau projet, et qui, forts de cet échec, concoctent, contre forte rémunération, leur prochain projet tout aussi foireux. Ils sont le sel et le miroir des « élites » politico-économico-socio-culturelles et ils gesticulent, sauf après leur mort, pour **faire régner la médiocratie qui les a portés au pinacle.**

Il faudra envisager une manif contre ces gens là ... Mais le SNES n'en sera sûrement pas l'instigateur.

SFDB, le 12 mars 2010

** Le développement n'est pas la croissance, mais sans croissance il n'y a pas de développement. Il y a au contraire recul des acquis sociaux. Ainsi la récession entraîne la réapparition de « travailleurs pauvres ».*

*** Travaux pratiques.*

**** Titulaire ou pas, les profs sont de plus en plus harassés non seulement par la surcharge des effectifs de leurs classes, mais aussi par les tâches de coordination, souvent très paperassières, sans compter les difficultés à socialiser des « sauvageons » de plus en plus nombreux. Le prof a augmenté sa productivité à s'en rendre malade. Qui s'en soucie ? CHATEL ? FILLON ? SARKOZY ? PERSONNE !!! Même pas le SNES.*